



**Théorie des jeux,  
mécanismes sociaux et  
biens publics en  
Afrique: discussion  
méthodologique**

Tim Kelsall

**Discussion Paper**

No. 7 Dec, 2009

Traduit de l'anglais par Emmanuelle Jeannot ([e.jeannot@gmail.com](mailto:e.jeannot@gmail.com)).

ALSO AVAILABLE IN ENGLISH.

Copyright: l'auteur.

Edité au nom du programme « Afrique: pouvoir et politique » par le Overseas Development Institute, 111 Westminster Bridge Road, London SE1 7JD, UK ([www.odi.org.uk](http://www.odi.org.uk)).

La série de « Discussion Papers » de l'APPP est dirigée par Richard Crook, Professorial Fellow, Institute of Development Studies at the University of Sussex, Brighton BN1 9RE, UK ([r.crook@ids.ac.uk](mailto:r.crook@ids.ac.uk)).

Afrique: pouvoir et politique est un programme de recherche dirigé par un consortium d'organisations. Le programme est financé par le Ministère britannique du développement international (DFID) et par Irish Aid pour le bénéfice des pays en voie de développement. Les opinions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de DFID, Irish Aid ou des institutions partenaires.



# Théorie des jeux, mécanismes sociaux et biens publics en Afrique : discussion méthodologique

Tim Kelsall\*

*Le programme Pouvoir et politique en Afrique cherche à utiliser la recherche empirique pour établir un corpus de théories de portée intermédiaire adapté à l'établissement de mesures politiques dans les domaines de la gouvernance et du développement. Cet article a pour objet de décrire ce que cette démarche est susceptible d'impliquer. Il constitue une réponse à des contributions précédentes qui préconisaient une approche exploratoire basée sur le concept de « normes pratiques » et un recours plus fréquent aux enseignements de la théorie des choix publics. S'appuyant sur des exemples issus des domaines de la réglementation de la circulation, de l'entretien des routes, de la protection des forêts, des services publics urbains, de la santé maternelle et de l'éducation supérieure, cet article soutient que les concepts issus de la théorie des jeux, modifiés en fonction d'éléments contextuels, peuvent expliquer les meilleurs mais aussi les plus mauvais résultats des politiques de développement comme le concept de normes pratiques ne peut le faire. Ce qui suggère une stratégie pour le programme de recherche APPP qui combinerait des réflexions théoriques en amont avec des périodes intensives d'observation empirique, la modélisation analytique et le développement de théories sur la base de comparaisons transversales.*

Une bonne formation couvrant la théorie et la connaissance de ses résultats les plus récents ne revient pas à avoir l'esprit encombré « d'idées préconçues ». Si un homme s'embarque pour une expédition, décidé à prouver certaines hypothèses, et qu'il se montre incapable de modifier sans cesse ses vues ou de les quitter de bonne grâce face à de nouvelles données, inutile de dire que son travail sera sans aucune valeur. Mais, plus les problèmes qui l'habitent lors de son enquête sont nombreux, plus il s'accoutume à conformer ses théories aux faits et à voir dans ces derniers le moyen d'étayer une théorie, mieux il est équipé pour sa tâche. Les idées préconçues sont néfastes à toute œuvre scientifique, mais les conjectures sont le bien le plus précieux du chercheur scientifique, et elles apparaissent d'abord l'observateur grâce à ses études théoriques.

Bronislaw Malinowski, 1922

## 1 Introduction

Quelle devrait être la relation entre l'observation empirique et la théorie lors de la conduite de recherches en sciences sociales aptes à fournir des recommandations applicables aux différents problèmes du développement ? Quelle devrait être notre approche vis-à-vis du

---

\* Membre associé de l'APPP, Phnom Penh, Cambodge ([tim.kelsall@gmail.com](mailto:tim.kelsall@gmail.com)). Je souhaite remercier David Booth et Richard Crook de leurs commentaires sur une version précédente de cet article.

recueil de données sur le terrain ? De quelle manière la théorie devrait elle influencer la façon dont nous écrivons nos résultats ? Et sur quelle base devrions-nous choisir les cas qui feront l'objet d'études supplémentaires ? Dans cet article, je présente des arguments en faveur de la poursuite d'une stratégie qui combine des réflexions théoriques en amont avec des périodes intensives d'observation empirique, la modélisation analytique et le développement de théories sur la base de comparaisons transversales. Des discussions internes au sein du programme de recherche « Pouvoir et politique en Afrique » (APPP) fournissent mon point de départ. Certains éléments sont disponibles dans le domaine public.<sup>1</sup> Le programme arrive maintenant à mi-parcours, un premier ensemble d'intuitions prometteuses est exploré sur le terrain, et les premiers résultats préliminaires commencent à arriver. Le moment semble donc opportun pour réfléchir un peu à la trajectoire intellectuelle que nous avons suivie, et pour faire quelques suggestions qui peuvent aider à éclairer le chemin qui reste à parcourir.

Les différents membres de l'APPP se sont réunis, poussés par une préoccupation commune : l'orthodoxie des organismes donateurs en matière de développement en Afrique, opérationnalisée par le programme de Bonne Gouvernance, ne produisait pas de résultats suffisamment positifs. Nos propositions initiales soulignaient l'importance sous-estimée des institutions informelles, des états hybrides, ainsi que l'importance de travailler dans le sens (« *with the grain* ») des réalités socioculturelles existantes (APPP 2007). Plusieurs documents de réflexion et documents de travail - ainsi que plusieurs travaux plus succincts - poursuivirent l'exploration des différents aspects de la problématique que nous avons définie. Trois d'entre eux me semblent particulièrement pertinents ici.

Au tout début de l'existence du consortium, je me suis attaché à explorer, ou à pousser jusqu'à son extrême limite logique, l'idée « d'aller dans le sens des fibres du bois » - '*going with the grain*' (Kelsall 2008a, 2008b). Par « fibre » j'entendais « les modèles de pensée, d'organisation et de responsabilité en Afrique qui étaient largement distribués dans l'espace et dans le temps » (Kelsall 2008b, 629). Je suggérais que la solution aux problèmes de développement que connaît l'Afrique était de « s'appuyer sur les notions existantes d'obligation morale et de responsabilité interpersonnelle pour canaliser les énergies dans des activités favorisant le développement aux dépens des comportements prédateurs » (Kelsall 2008b, 637). Je proposais l'hypothèse que la famille étendue, l'ethnicité, la religion et les rituels étaient les fondations potentielles sur lesquelles bâtir une nouvelle stratégie pour le développement ; je suis même allé jusqu'à suggérer que, sous certaines conditions, des ministères ethniques polyvalents pourraient fournir des biens publics de façon appropriée. Je faisais néanmoins attention de noter que ces conditions n'existaient nulle part pour l'instant.

Dans un article intitulé « À la recherche des normes pratiques de la gouvernance réelle en Afrique », Jean-Pierre Olivier de Sardan a suggéré que l'idée « d'aller dans le sens des fibres », '*going with the grain*' était dangereuse par nature et a proposé que nous nous concentrions à la place sur un concept exploratoire de « normes pratiques » (Olivier de Sardan 2008). Suite à plusieurs échanges internes, David Booth, directeur du programme de recherche APPP, a écrit un document essayant d'établir un compromis entre nos deux positions en suggérant que nous ayons recours à une tradition de recherche dans les domaines des choix publics et de la nouvelle économie institutionnelle (NEI) (cet article se basait sur une

---

<sup>1</sup> Voir [http://www.institutions-africa.org/publications/discussion\\_papers](http://www.institutions-africa.org/publications/discussion_papers)

suggestion contenue dans un document de réflexion écrit plus tôt) (Booth 2009)<sup>2</sup>. Dans le présent article, je voudrais accepter la validité de certains points développés par Olivier de Sardan, avant d'argumenter que l'alternative qu'il propose, « les normes pratiques » s'arrête en chemin et ne nous permet pas d'aboutir à notre destination.

Cet article se développe en discutant cinq problèmes archétypaux du développement comprenant la régulation de la circulation, l'entretien des routes, la protection des forêts, les services publics urbains, et la mortalité maternelle. Tous ces thèmes sont issus des travaux de définition du cadre du programme de recherche APPP ou de discussions interne. J'ai également inclus, à des fins heuristiques, une discussion du système de l'enseignement supérieur italien. Ma stratégie principale est d'utiliser ces exemples pour explorer les façons par lesquelles des concepts issus de la théorie des jeux, modifiés en fonction d'éléments contextuels, peuvent expliquer les meilleurs mais aussi les plus mauvais résultats des politiques de développement comme le concept de normes pratiques, seul, ne peut le faire. Un second objectif est de suggérer des moyens par lesquels la multiplicité des mécanismes de causalité ainsi mis à jour pourrait être réduite afin d'élaborer une théorie de portée intermédiaire en ayant recours à l'analyse comparative systématique.

## 2 Les normes pratiques : un concept pratique ?

Le document de réflexion d'Olivier de Sardan pour l'APPP (Olivier de Sardan 2008) contenait quelques mises en garde utiles, quelques accusations qui s'éloignaient de la vérité, et une proposition pour une nouvelle orientation de nos recherches. Parmi les mises en garde figuraient des observations selon lesquelles les prétendues « traditions » africaines ne sont en fait souvent que des inventions ou des improvisations, que les communautés africaines contemporaines sont souvent pluriethniques, et qu'il n'y a aucune raison particulière pour laquelle le succès d'une politique de développement devrait obligatoirement suivre le sens d'une « fibre » historique. Même si l'accusation selon laquelle j'étais un culturaliste-traditionaliste avec une vision stéréotypée et romantique des communautés africaines était déplacée,<sup>3</sup> le rappel que certaines réponses aux problèmes du développement en Afrique étaient à la fois locales et basées sur des innovations récentes était judicieux. Je reviendrai à l'impact que ceci peut avoir sur notre métaphore de la « fibre » (*'grain'*) vers la fin de cet article. Avant de le faire, je dois cependant dire quelques mots à propos du plan proposé par Olivier de Sardan pour recueillir ces innovations récentes : opérationnaliser le concept exploratoire de « normes pratiques ».

Le concept de normes pratiques utilisé par Olivier de Sardan semble faire référence à une pratique sociale non officielle et régulé de manière informelle qui peut être professionnelle ou sociale, pragmatique (égoïste) ou morale.<sup>4</sup> En d'autres termes, il s'agit de toute pratique

---

<sup>2</sup> J'avais également inclus une discussion des concepts de la NEI dans un document de réflexion interne pour l'APPP (Kelsall 2008c).

<sup>3</sup> Voir par exemple Kelsall (2003). Kelsall (2004) et Kelsall et al. (2005), qui abordent en détails l'idée que les sociétés africaines contemporaines sont constituées d'une structure à plusieurs niveaux, d'une articulation d'éléments à la fois nouveaux et anciens, indigènes et importés.

<sup>4</sup> « La question simple que nous souhaitons poser est alors : *comment les pratiques professionnelles des acteurs publics, non-conformes le plus souvent aux normes professionnelles publiques, sont-elles « malgré tout » régulées ?* En d'autres termes, quelles formes structurent les pratiques

sociale non-officielle et non-aléatoire. Ce concept essaie de rendre l'idée que même si les règles officielles ne sont pas souvent suivies en Afrique, il existe, en arrière plan, des règles non-officielles qui le sont. De ce point de vue, ce concept semble avoir beaucoup en commun avec l'observation d'Erving Goffman selon laquelle tout milieu social est constitué des coulisses et d'une scène qui est la région où se déroule la représentation qui vise à influencer les impressions du public (Goffman 1959), ou avec la notion du discours « en scène » et « hors scène » de James C Scott (Scott 1990), ou encore avec la distinction faite par Emmanuel Terray entre « le climatiseur » et la « véranda » qui illustre de façon très vivante le fossé qui existe entre l'environnement artificiel des institutions et lois couchées sur le parchemin et le monde plus terre-à-terre de la vraie politique (voir la discussion dans O'Brien 1991).<sup>5</sup>

L'accent mis sur la nécessité d'aller au delà des apparences dans le cadre de notre problématique est extrêmement utile. Malheureusement, tel qu'énoncé actuellement, le concept nous arrive encombré de problèmes distincts. Premièrement, parce que les normes pratiques sont liées à une notion de « non-officialité », il devient difficile d'identifier clairement de telles normes dans les cas où la frontière entre l'officiel et le non-officiel est soit floue, soit disputée. Cela sera souvent le cas dans les contextes où les règles officielles ne sont pas écrites comme dans l'exemple discuté ci-dessous des chefs de village Malawiens. Deuxièmement, en se concentrant sur le « non-officiel », le concept de normes pratiques fait peu de cas des institutions dans lesquelles les normes sont effectivement, et dans une grande mesure, suivies. Les églises, les anciens, les chefs, les ONG, et bien d'autres institutions peuvent suivre des normes officielles, elles peuvent également être mobilisatrices. Ce serait dommage de ne pas leur accorder la place qui leur revient dans notre étude. Cela ne veut pas dire qu'il faille rejeter en bloc l'idée des normes pratiques ; du moment que l'expression est interprétée au sens large, comme un avertissement, une incitation à chercher comment la gouvernance fonctionne réellement en Afrique, ces problèmes devraient disparaître.

J'avancerais qu'une préoccupation plus sérieuse est qu'il n'y a rien d'inhérent au concept des normes pratiques ou à la stratégie proposée par Olivier de Sardan qui permette leur opérationnalisation afin de nous fournir des outils nous permettant d'apporter des réponses à la question centrale de notre recherche : à savoir, y a-t-il des façons de mettre en place des mesures pour le développement en Afrique qui soient mieux adaptées aux réalités sociales que les politiques actuelles ne permettent ? Bien sûr, la recherche sur les normes pratiques est

---

*informelles* des agents de l'État ? [...] Si les pratiques régulées ne suivent pas les normes officielles c'est donc qu'elles suivent d'autres normes que les normes officielles. On peut même aller jusqu'à penser que, pour réguler les pratiques hors des normes officielles, il y a plutôt excès de normes que manque... En admettant que les divergences entre les normes officielles et les comportements peuvent obéir à des normes pratiques, nous mettons en évidence un besoin énorme d'effectuer des recherches empiriques afin de déterminer ce que sont ces normes pratiques. [...] Les normes professionnelles comme les normes sociales appartiennent toutes deux un niveau « officiel », « formel », ou « manifeste », mais, sous elles, se cachent en quelque sorte des normes « officieuses », « informelles », ou « latentes ». [...] selon les domaines d'activité publique considérés, selon les contraintes techniques ou professionnelles, et selon le niveau hiérarchique que l'on considère, le pluralisme des normes pratiques peut prendre des formes très différentes, et les normes peuvent être de nature très variée. (Olivier de Sardan 2008, 8, 9, 13, 15, 16)

<sup>5</sup> Les normes pratiques peuvent également expliquer en partie un phénomène similaire à celui illustré par la notion de « culture organisationnelle » dans la théorie du management.

utile pour autant que cela nous aide à connaître la réalité africaine. Mais, comme Olivier de Sardan l'a déclaré, il s'agit d'un concept « exploratoire » et non d'un outil d'analyse puissant. Quand, et si nous trouvons des exemples de normes pratiques « *développementales* », nous avons besoin d'une approche analytique sophistiquée si nous voulons comprendre ce que ces normes ont en commun, et ce qui les fait fonctionner en faveur, et non à l'encontre, du développement. Olivier de Sardan répond à la première question en proposant la création d'une typologie des normes pratiques ; il reste silencieux face à la deuxième question, un problème bien plus intrigant.

Ces limitations peuvent être illustrées très clairement en examinant avec attention le seul exemple d'une norme pratique positive donné par Olivier de Sardan : Les règles de conduites informelles au Caire et à Hanoï. Dans la mesure où cet exemple offre un aperçu d'un bon nombre de thèmes qui seront abordés dans la suite de cet article, je fournis ici une citation complète :

« Le code de la route à Hanoï et au Caire est à peu près identique à celui en vigueur à Paris ou Berlin, et reprend des règles de conduites officielles quasi universelles (hormis la conduite à gauche typiquement britannique...). Mais les conducteurs, dans ces deux villes, s'en éloignent fortement lorsqu'ils sont au volant. Ils ne suivent pas les normes officielles, ou fort peu. D'ailleurs, si d'aventure un étranger voulait conduire à Hanoï ou au Caire en respectant le code de la route, il ne le ferait pas 10 minutes sans avoir un grave accident. Par contre, les habitants de Hanoï et du Caire ne font pas pour autant n'importe quoi, sinon les carambolages seraient quasi permanents. Leurs façons de conduire suivent des règles tacites, partagées.

Au Caire, la priorité est de facto à celui qui dépasse, et c'est au dépassé de laisser le passage; d'autre part, l'usage de l'avertisseur sonore, toujours par celui qui dépasse, est rare, mais implique un danger immédiat, et le dépassé doit se rabattre sur le champ. A Hanoï, la confusion par contre semble totale, il n'y a ni priorité, ni sens interdit, les avertisseurs sonores sont utilisés à tout instant par tous, mais les accidents restent rares, dans la mesure où chacun évalue à tout moment ce que font les autres qui sont proches de lui et s'y adapte, où chacun estime à tout moment qui est un petit plus engagé que l'autre, pour freiner ou accélérer en conséquence... C'est un petit peu comme sur Times Square à l'heure de la sortie des bureaux : les piétons vont dans tous les sens, au milieu d'une foule dense et pressée, sans règles de priorité ou de circulation, mais il y a peu de télescopages, en raison de ces ajustements permanents de chacun aux déplacements des autres. »

Pour Olivier de Sardan,

« L'exemple de la conduite automobile est intéressant en ce qu'il montre que des comportements non conformes aux normes officielles d'origine occidentale peuvent suivre des normes pratiques locales (des règles du jeu informelles variant selon les contextes) qui n'ont rien à voir ni avec la « tradition », ni avec la culture en général, ni avec des valeurs communes, ni avec un « réseau de significations » partagé, mais qui n'en sont pas moins efficaces. » (Olivier de Sardan 2008, 13).

Il y a plusieurs points intéressants à noter à propos de cet exemple. Tout d'abord, il semble être le résultat d'une observation détaillée. Résidant moi-même en Asie du sud-est, et ayant visité Hanoï, je peux confirmer que la description d'Olivier de Sardan est assez bonne. Des périodes d'observations plus longues auraient peut-être permis de décrire les règles de façon plus nuancée. Par exemple à Phnom Penh, où j'habite, il semble qu'il soit acceptable, lorsque la route est large, pour les tuk-tuks et les motocyclettes de circuler à contresens sur la voie centrale. Par contre, je n'ai jamais vu aucune voiture faire de même. L'un des principaux points forts de l'observation en tant que méthode est de pouvoir révéler des nuances potentiellement importantes car elles sont souvent hors du champ de vision de ceux qui écrivent les règles. Mais peu importe le niveau de richesse et de nuance avec lequel nous rendons compte des normes pratiques opérationnelles, il ne s'agit toujours que d'une description, pas d'une analyse. Nous ne saurions pas pourquoi les règles officielles sont ignorées. Nous ne saurions pas non plus comment les nouvelles règles ont vu le jour et pourquoi elles sont toujours suivies. Nous ne saurions pas pourquoi les règles informelles au Caire et à Hanoï diffèrent. Et pourtant la réponse à toutes ces questions serait importante pour celui qui aurait l'intention de mettre en place des mesures ayant quelque rapport que ce soit avec la circulation routière au Caire ou à Hanoï. Comment pourrions-nous donc commencer à apporter des réponses à ces questions ?

La théorie des jeux a un modèle intitulé « le jeu de la conduite » dans lequel les bénéfiques sont arrangés de telle sorte qu'il est plus rationnel pour des individus de coopérer plutôt que d'être en compétition ou en conflit les uns avec les autres (Binmore 2007, 1-22). Si un individu A conduit à gauche, il est rationnel pour l'individu B de faire de même. S'il ne le faisait pas le prix à payer, un accident probable, serait bien supérieur aux bénéfiques (qui sont négligeables). La théorie des jeux nous apprend que dans le cas de la conduite, la coopération est rationnelle dans la mesure où les situations réelles reflètent le « jeu de la conduite », la théorie des jeux prédit des résultats en faveur du bien collectif. Et la plupart des situations de conduite dans la vie courante imite en effet le jeu. En Angleterre tout le monde conduit à gauche, en France, tout le monde conduit à droite, et à Phnom Penh, tout le monde conduit à droite (à l'exception des conducteurs de tuk-tuk et de motocyclette qui utilisent une sorte de voie en contresens non-officielle) ; à Hanoï, les gens conduisent aussi à droite, du moins sur les routes principales.<sup>6</sup>

Conduire n'est pas le seul jeu auquel des usagers de la route à Hanoï et à Phnom Penh jouent. Ils jouent aussi à une version d'un jeu appelé « jeu de la poule mouillée » (*chicken game* en anglais<sup>7</sup>). Si le jeu de la conduite prédit que les joueurs maximiseront leurs gains en

---

<sup>6</sup> Il convient de noter que les modèles de la théorie des jeux ne sont pas conçus pour être des *descriptions* de situation de la vie courante réelle. Ce sont des constructions abstraites qui montrent, de manière tautologique, les résultats d'interactions qui ont été déterminées de façon particulière. Les situations de la vie réelle, ou certains de leurs aspects, peuvent, plus ou moins, refléter ces jeux. Le modèle de la conduite, par exemple, fournit une bonne explication au fait que les gens conduisent le plus souvent du même côté de la route que les autres conducteurs, bien qu'il y ait d'autres aspects de la conduite dans la vie courante qu'il n'explique pas comme par exemple pourquoi les conducteurs trichent ou ne trichent pas en utilisant ou non certaines voies réservées.

<sup>7</sup> (*NDLT Imaginez deux hommes se faisant face sur une route, conduisant tous deux une voiture identique. Les deux se foncent dessus, et le jeu est de tenir le plus longtemps possible sur cette route, face à l'autre. Le premier qui se détourne pour éviter l'autre a perdu ; celui qui ne dévie pas de sa trajectoire l'emporte par sa « bravoure ».*)



choisissant la même stratégie (conduire du même côté de la route, par exemple), le jeu de la poule mouillée prédit que les participants maximiseront leurs gains en choisissant des stratégies contraires. Si le joueur A conduit vite en direction de B, il est rationnel pour B de ralentir et de céder le passage, et vice versa. Les conducteurs de Phnom Penh jouent à une version tempérée de ce jeu quand ils manœuvrent continuellement pour occuper une meilleure position de leur côté respectif de la route. Ils jouent à une version plus « corsée » quand leurs chemins se croisent aux intersections et aux ronds points. En mélangeant ces deux jeux - même stratégie et stratégies opposées - les individus minimisent les risques de collisions. Ces simples modèles de rationalité contribuent largement à l'explication des raisons pour lesquelles des individus se comportent de la façon qu'Olivier de Sardan se contente de décrire.

D'un côté, tout cela semble plutôt évident, de l'autre c'est très intéressant puisque la théorie des jeux nous apprend quelque chose d'assez profond sur le type de problèmes auxquels les problèmes de positionnement dans le trafic appartiennent. Dans le cas du jeu de la conduite comme dans celui du jeu de la poule mouillée, les bénéfices individuels sont déterminés de façon à ce qu'une sorte de bien collectifs en résulte le plus souvent, avec ou sans l'intervention d'une autorité extérieure. Une connaissance préalable de la théorie des jeux révèle que ce n'est pas un hasard si les règles de la circulation sont le seul exemple de norme pratique positive - prétendument indépendant des notions de culture, de tradition, de valeur commune ou de signification partagée - qu'Olivier de Sardan a été capable de proposer : la régulation basique de la circulation n'est pas, au sens strict, un problème d'action collective. Elle nous apprend également, comme je l'expliquerai en temps utile, que la plupart des problèmes de développement ne sont pas de cette nature ; s'ils l'étaient ils se seraient déjà résolus d'eux-mêmes ! Une des premières leçons de la théorie des jeux est donc de nous apprendre à demander : « Dans quel type de situation de jeu, sommes-nous ? Est-ce un jeu dans lesquels les individus ont intérêt à œuvrer pour le bénéfice collectif, ou non ? Pourquoi ? »

De simples modèles de la théorie des jeux ne peuvent néanmoins pas tout expliquer en matière de règles de la circulation. Ils ne peuvent pas expliquer pourquoi les gens roulent à gauche au Royaume-Uni et (principalement) à droite à Phnom Penh, ou pourquoi au Royaume-Uni la majorité des gens jouent la plupart du temps au jeu de la conduite alors qu'à Phnom Penh ce jeu est emmêlé avec celui de la poule mouillée. Les théoriciens complètent leurs modèles de jeux par le concept de conventions sociales afin d'expliquer de tels phénomènes (Binmore 2007, 57-71). Si nous voulons expliquer pourquoi les Britanniques roulent à gauche et les Cambodgiens à droite, nous devons nous plonger dans leur histoire sociale. Une autre façon de présenter les choses est de dire que l'histoire sociale met en place des conventions qui créent ensuite des équilibres ou des dépendances au sentier (*path dependencies*), qui ont beaucoup en commun avec ce que certains chercheurs en sciences sociales appellent « traditions ». N'en déplaise à Olivier de Sardan, les solutions contemporaines aux problèmes d'ordre public, même dans des cas simples comme la conduite, prennent bien appui sur les traditions. Dans le cas de Phnom Penh et de Hanoï, il convient de noter que jusqu'à récemment encore, le trafic était composé presque exclusivement de bicyclettes - des centaines de milliers de bicyclettes - alors qu'aujourd'hui il est composé principalement de motocyclettes et de quelques voitures. Mon intuition - qui devrait faire l'objet d'une exploration plus poussée - est qu'à une époque antérieure, les

cyclistes mélangeaient également les règles du jeu de la conduite avec celles du jeu de la poule mouillée et que, comme les accidents à bicyclette sont le plus souvent sans gravité, les autorités n'ont jamais consacré beaucoup d'efforts à s'assurer de la bonne application des règles officielles du code de la route. Même si les gens ont progressivement remplacé leur bicyclette par des motocyclettes ou des voitures, ils mélangent toujours le jeu de la conduite et le jeu de la poule mouillée et les entités officielles chargées de faire respecter le code de la route ont un train de retard.

Je ne veux pas sous-entendre par là que plus d'efforts pour s'assurer d'une meilleure application des règles officielles ne serait pas une bonne chose. Pour comprendre pourquoi, prenez en considération le fait que, dans le jeu de la poule mouillée, la répartition des gains change quand il est plus probable que l'un des joueurs plutôt que l'autre soit blessé dans un accident. Cela est clairement le cas lorsqu'une mobylette se retrouve en face d'un quatre-quatre et explique en partie le nombre relativement important d'accidents dans les pays où les conducteurs jouent souvent au jeu de la poule mouillée. La circulation à Hanoï n'est pas catastrophique, elle n'est pas optimale non plus : lors d'un récent voyage au Vietnam j'ai appris qu'il y avait 12 000 morts sur les routes par an ! Ce nombre serait probablement significativement plus élevés si les conducteurs de quatre-quatre n'étaient pas tenus par quelques valeurs communes ou par une moralité de base : la notion qu'il est mal de blesser ou de tuer des innocents, même s'ils conduisent des mobylettes. L'application des lois entre en ligne de compte. Au Cambodge par exemple, la famille d'une personne blessée dans un accident reçoit une compensation financière fixe de la part de l'autre conducteur ; cette pratique semble trouver son origine dans une ancienne tradition de justice réparatrice. Olivier de Sardan est un anthropologue de talent qui a fait une contribution remarquable à notre compréhension de la société en Afrique occidentale, mais, quand il affirme que les normes pratiques de la conduite en Asie du Sud-est ne sont influencées ni par les traditions ni par les valeurs, il a tort.

Bien sûr, nous savons qu'il y a des cas où la circulation n'est pas toujours fluide. De nos jours à Dar es Salam, les conducteurs jouent à une version du jeu de la poule mouillée aux intersections. C'est le conducteur le plus agressif qui a la priorité et la plupart des gens jouent à ce jeu la plupart du temps. Lorsqu'un conducteur se montre agressif, l'autre conducteur a intérêt à se soumettre, et vice versa. Néanmoins, il est de plus en plus fréquent - peut être à cause de l'exaspération ressentie par les conducteurs dans une ville avec trop de voitures et pas assez de place - de voir deux conducteurs se faire face avec un même niveau d'agressivité. Dans cette situation, aucun des conducteurs ne gagne : ils se retrouvent tous les deux dans une impasse (au sens figuré), tandis que des milliers d'autres se retrouvent dans un embouteillage (au sens propre). D'habitudes ces embouteillages persistent jusqu'à ce qu'un agent de police arrive et oblige plusieurs véhicules à reculer suffisamment pour permettre aux conducteurs impliqués de reprendre leur chemin.

Ces incidents se produisent parce que certains conducteurs jouent de façon irrationnelle : ils ignorent le fait que les avantages qu'il y a à se soumettre sont bien plus grands que ceux qu'il y a à être agressif (en supposant, pour l'instant, que la société tanzanienne n'attribue pas d'important bénéfices symboliques au fait de faire preuve d'un machisme exacerbé dans la

vie de tous les jours).<sup>8</sup> Que devrait faire un responsable politique face à ce problème ? La théorie des jeux prédit que dans les jeux répétés (par exemple se rendre au travail tous les jours) la majorité des joueurs finiront par se rendre compte de leurs erreurs et commenceront à jouer rationnellement. D'un point de vue optimiste, on peut penser qu'il s'agit donc d'un problème temporaire causé par le fait qu'il y a beaucoup de nouveaux conducteurs sur les routes et qu'avec le temps, tout rentrera dans l'ordre. D'un point de vue plus pessimiste, on peut soutenir qu'il y aura toujours des gens qui agiront de façon irrationnelle à un moment ou à un autre et que dans un contexte de surcharge du réseau routier, les embouteillages resteront inévitables. Des solutions plus coûteuses, comme construire beaucoup plus de routes, seraient donc préférables.

L'exploration approfondie de l'exemple de la circulation cité par Olivier de Sardan nous a révélé au moins trois points intéressants : 1) les normes pratiques sont un concept descriptif, pas un concept explicatif, 2) les solutions informelles, même aux problèmes de la circulation, ne sont pas totalement indépendantes des valeurs et des traditions, et 3) l'exemple du contrôle rudimentaire de la circulation routière n'est pas très utile pour nous aider à comprendre les problèmes du développement. L'exemple suivant, version simplifiée d'un cas réel dont nous avons été témoins lors d'une étude de cadrage que nous avons effectuée cette année en Tanzanie, est plus typique (Kelsall 2009).

### **3 Un conte de deux routes : solutions à un problème d'action collective**

Beaucoup des problèmes de développement sont des problèmes de fourniture de biens publics ou collectifs. Un bien public est un bien qui « fournit des bénéfices que l'on ne peut soustraire et qui peuvent être appréciés en même temps par beaucoup d'individus à qui il est difficile d'interdire l'accès » (Ostrom 2005, 23). L'air pur est un exemple classique : en respirant de l'air pur à pleins poumons, normalement, je ne soustrais rien à la quantité d'air pur que les autres respirent ; en même temps, il serait extrêmement difficile de m'interdire de respirer cet air pur.

Proche de la notion de bien public est celle de ressources communes. Comme dans le cas des biens publics, il est difficile d'en interdire l'accès ou l'usage, mais la différence tient au fait que leur utilisation par un individu réduit la quantité disponible pour d'autres utilisateurs.<sup>9</sup> Par exemple, il est difficile d'interdire l'accès à des pâturages communs, mais chaque touffe d'herbe mangée par une vache est soustraite de la quantité d'herbe qu'une autre vache pourrait manger.

Les biens de club (parfois appelés biens à péage), à contrario, sont des biens dont beaucoup peuvent jouir avec une faible rivalité (*subtractability*) mais dont l'exclusion est relativement aisée. Un bon exemple est celui d'une école privée. En inscrivant mon enfant à l'école, je n'utilise pas l'éducation des autres enfants inscrits (du moins tant qu'il n'y a pas de problèmes

---

<sup>8</sup> Pour faire preuve de plus de sensibilité, il semble que certaines sociétés accordent une grande importance à la compétition pour « la réputation individuelle, principalement par le combat physique d'après des règles qui n'imposaient que peu de restrictions morales en ce qui concerne la violence et l'égotisme » (Iliffe 2005, 1).

<sup>9</sup> (*NDLT on parlera en français de rivalité.*)

de sureffectif). En même temps, il est en principe assez facile pour la direction de l'école d'exclure mon enfant si, par exemple, je ne paie pas les frais de scolarité. Dans cet article, j'emploierais l'expression générique « bien public » lorsque je ferais référence à un bien qui possède à la fois des caractéristiques de faible rivalité et de faible exclusion. De cette façon, j'entends faire la distinction avec les « biens privés » dont l'utilisation a tendance à être très exclusive et très « rivale » (même si, dans certaines circonstances, des biens privés peuvent être fournis par l'État, comme les billets d'avions vendus par une compagnie nationale, et vice-versa).

Si nous pensons que les individus sont rationnels et soucieux de leur propre intérêt, il est difficile d'expliquer la fourniture de biens publics. À l'origine de cette situation se trouve le problème du resquilleur (*free-rider*) : « Chaque fois qu'un individu ne peut être exclu des bénéfices que les autres fournissent, chacun est tenté de ne pas participer à l'effort collectif, mais de resquiller et de tirer avantage des efforts des autres. Si tous les participants choisissent de resquiller, le bénéfice collectif ne sera pas produit » alors que si certains fournissent ce bénéfice alors que d'autres resquillent, le résultat sera un niveau de bénéfice collectif qui sera loin d'être optimal (Ostrom 1990, 6). À l'inverse du jeu de la conduite, la production de bénéfices collectifs est un type de jeu qui nécessite un « remodelage » des intérêts personnels : une autorité externe, un organisme interne de surveillance pouvant imposer des sanctions, et une forte conscience collective permettent habituellement ce remodelage.

Dans le village A, au nord de la Tanzanie, la route n'est pas bien entretenue. Les hommes du village sont censés venir contribuer à son entretien une fois par semaine. Cependant, l'absentéisme est élevé, et même ceux qui se présentent ne travaillent pas efficacement. En accord avec les arrêtés édictés de façon démocratique lors d'une réunion du village, la liste des hommes qui n'ont pas participé est dressée ; ceux qui ont une excuse légitime (travail en ville par exemple) doivent payer une somme forfaitaire tandis que ceux qui n'ont aucune excuse doivent payer une amende. Il n'y a toutefois que peu de signes montrant que ces arrêtés sont systématiquement appliqués. Le problème de l'état de la route dans le village A peut alors être aisément expliqué par le phénomène de la resquille. La plupart des individus, se souciant de leur propre intérêt à court terme, et conscients du fait qu'ils échapperont probablement à la sanction, choisissent de ne pas se présenter pour effectuer ce travail. Il en résulte que tout le monde pâtit du mauvais état de la route.

Dans le village voisin, B, la route est mieux entretenue. Un système de surveillance similaire existe, mais, dans ce cas, les sanctions semblent être appliquées. La capacité du village B à surmonter le problème de la resquille peut facilement être expliquée par la présence d'un système efficace de contrôle qui neutralise à court terme l'intérêt de l'absentéisme pour l'individu. Mais aucune de ces explications n'est définitive. Nous devons aller au-delà et nous demander pourquoi le système de contrôle mis en place par le village B est efficace alors que celui mis en place par le village A ne l'est pas.

C'est à ce point de notre discours qu'il est utile d'introduire la notion de mécanismes sociaux. Le grand sociologue Robert Merton pensait que la tâche principale d'une théorie sociale était d'identifier des mécanismes et de déterminer les conditions dans lesquelles ils apparaissent, les conditions dans lesquelles ils ne s'appliquent pas, celles dans lesquelles ils produisent des

effets différents, et cetera... ( Hedström et Swedberg 1998a, 6). Arthur Stinchcombe avance l'hypothèse que les mécanismes sont des « morceaux de théorie » concernant des entités à un niveau social qui explique les observations à un autre niveau social (Hedström et Swedberg 1998a, 7). D'après Diego Gambetta, les « mécanismes sociaux » sont « des modèles de causalité hypothétiques qui expliquent les comportements individuels. » Ils correspondent à une formule « Dans certaines conditions données K, un agent fera x à cause de M [le mécanisme] avec une probabilité p » (Gambetta 1998, 102). Les mécanismes s'appuient sur des agents de causalité (Hedström et Swedberg 1998a, 11), qui obéissent aux mêmes principes logiques dans divers contextes sociaux (Hedström et Swedberg 1998a, 2). Comme c'est le cas avec beaucoup de concepts d'avant-garde en sciences naturelles, les mécanismes sont rarement observables : ce sont « des concepts analytiques qui fournissent des liens hypothétiques entre des événements observables » (Hedström et Swedberg 1998a, 13) ; ils simplifient et accentuent certains aspects de la réalité par nécessité. Comme en Biologie : « Pour produire une théorie de qualité, on doit s'efforcer de voir au delà du désordre occasionné par l'évolution des mécanismes de base qui la sous-tendent. » (Francis Crick, cité dans Hedström et Swedberg 1998a, 15). En attendant, un indicateur de l'utilité d'un concept est sa capacité à expliquer et à prédire la réalité.

Les auteurs donnent plusieurs exemples de mécanismes sociaux : « les prophéties auto-réalisatrices », « les stratégies de réduction de la dissonance cognitives », « le conformisme », « l'isolement relatif », « les croyances pièges », « les seuils de participation » - tous ces concepts qui peuvent nous aider dans notre recherche. Les mécanismes dérivés de la théorie économique néo-classique et de la théorie des jeux, comme « le problème du resquilleur », « le dilemme du prisonnier », « la tragédie des biens communs » parmi d'autres, sont, quant à eux, particulièrement utiles. Quand les bénéfices de ces modèles sont modifiés par ce que Raymond Boudon appelle les éléments « cognitifs » et « axiologiques » du contexte locale, ils peuvent être des outils puissants pour l'explication et la prédiction des situations de la vie courante (Boudon 1998).

Nous pouvons maintenant revenir à notre exemple. Un fait intéressant à propos du village B est que la majorité de ses résidents, et tous ses dirigeants, sont des « *born-again-Christians* ». <sup>10</sup> On peut faire l'hypothèse qu'être un « *born-again-Christian* » imprègne les individus d'un désir particulier d'agir « en toute bonne foi » c'est à dire d'une manière consistante avec leurs intentions déclarées. Nous pouvons considérer ce désir comme une instanciation virulente du « mécanisme de réduction de la dissonance cognitive ». Ce mécanisme illustre le fait que les individus trouvent déplaisant, voir pénible de penser d'une façon mais d'agir d'une autre, ce qui les pousse à agir afin d'aligner leurs actions sur leurs croyances. Ce phénomène sera renforcé par un « mécanisme de pression des pairs » d'après lequel les individus voudront être perçus comme agissant en toute bonne foi, que cela soit ou non leur principale motivation. Pour ces deux raisons, les dirigeants et les roturiers du village B, ayant accepté la responsabilité d'entretenir la route, sont fortement motivés à tenir cet engagement. Qui plus est, la surveillance du comportement d'autrui est facilitée par le fait qu'ils sont tous membres de la même congrégation, comme Habyarimana et al. l'avaient montré dans le cas des communautés ethniques de la zone urbaine de Kampala dans un

---

<sup>10</sup> (NDLT Le terme *born again* désigne les individus autrefois écartés de la religion qui revendiquent leur rédemption religieuse et une nouvelle naissance en tant que chrétiens.)

important article publié en 2007 (Habyarimana et al. 2007). Un système de surveillance plus perfectionné rend l'absentéisme plus coûteux. Par conséquent, le contexte particulier du village B a produit les conditions d'une concaténation de plusieurs mécanismes : « réduction de la dissonance cognitive », « pression des pairs », « surveillance ». Combinés, ces mécanismes modifient les bénéfices pour les individus ; il est plus avantageux de coopérer que de faire défection. En d'autres termes, les habitants du village B ne jouent plus au jeu de la resquille.<sup>11</sup>

On peut se demander pourquoi de tels mécanismes ne fonctionnent pas dans le cas du village A. Après un examen plus poussé, on se rend compte qu'il y a un schisme entre les membres de l'Église luthérienne et une confession dissidente. Suite à de récents épisodes violents, les villageois sont plus préoccupés de maintenir la paix que l'état de la route. Les dirigeants sont anxieux de sanctionner ceux qui ne coopèrent pas de peur de raviver les vieilles tensions, et les villageois n'osent pas demander des comptes aux dirigeants pour les mêmes raisons. Bien que les différents acteurs ne voient probablement pas les choses ainsi, ils échangent la possibilité d'avoir de meilleures routes contre la paix sociale. Les villageois ne veulent-ils donc pas être perçus comme agissant en toute bonne foi ? Jusqu'à un certain point, ils le veulent, mais la bonne foi n'est pas mise en avant de façon aussi vigoureuse par les pasteurs du village A, et la séparation religieuse affaiblit le mécanisme de surveillance.<sup>12</sup>

Quelle pourrait donc être la solution au problème de la route dans le village A ? Une idée serait de composer les groupes de travail de membres d'une même église. Ce serait peut-être une façon d'importer un peu de la moralité intragroupe et du système de surveillance que l'on observe dans le village B. Le problème est que les différentes confessions sont enchevêtrées géographiquement. Attribuer les travaux sur une route particulière risquerait donc de créer des controverses. Une autre solution serait de persuader les villageois aisés, ceux qui possèdent une voiture, de payer les services de contractants extérieurs. Le problème est que les villageois aisés appartiennent aussi aux deux confessions, il sera donc peut être difficile de les faire coopérer entre eux. Enfin une autre possibilité serait que les différentes confessions collectent de l'argent auprès des membres de leur congrégation et l'utilisent pour engager des contractants extérieurs ; cette solution permettrait peut-être d'ajouter un élément de fierté religieuse et de compétition dans la collecte de fonds. L'inconvénient est que cette solution peut également s'avérer dangereuse ; le processus d'appel d'offre devrait être parfaitement transparent pour éviter les controverses. En fin de compte, il n'y a peut-être tout simplement pas de solution à ce problème. Nous devrions accepter que le village A n'aura pas de route en bon état tant que les tensions religieuses ne seront pas apaisées. Nous pourrions être obligés d'admettre que, bien qu'elle ne voie pas les choses de la sorte, la population a fait un choix rationnel en échangeant une route en bon état contre la paix.

---

<sup>11</sup> Je note que dans certains contextes, dans les zones rurales de Sierra Leone par exemple, dissimuler ses intentions réelles n'est généralement pas vu d'un mauvais œil. Voir par exemple Ferme (2001) et Shaw (2000).

<sup>12</sup> Il convient de noter également que le mécanisme de réduction de la dissonance cognitive opérera de façon moins tranchée dans les situations où les individus doivent faire face à des exigences normatives conflictuelles et à la pression de leurs pairs. Dans ces cas, l'individu est aux prises non seulement avec un conflit entre ses intérêts personnels et les normes sociales, mais avec un ou plusieurs ensembles de normes sociales additionnelles. Cela complique grandement l'estimation des bénéfices potentiels et rend les actions plus difficiles à décoder (Ostrom 1990, 36).

Qu'avons-nous découvert ici à propos des mécanismes sociaux ? Je pense qu'il y a six conclusions :

1. Certains problèmes de développement peuvent être expliqués par le problème du resquilleur.
2. Il nous faut évoquer d'autres types de mécanismes sociaux, comme la surveillance et les sanctions, si nous voulons expliquer comment le problème du resquilleur peut être résolu.
3. Les mécanismes de surveillance et de sanctions ont plus de chance d'être efficaces s'ils sont associés à d'autres types de mécanismes sociaux comme, par exemple, le désir d'être perçu comme agissant avec intégrité.
4. La force avec laquelle ces autres mécanismes opèrent dépendra du contexte, c'est-à-dire de l'histoire, de la démographie.
5. Il y a des échanges entre les biens publics. Il est donc probable que les solutions efficaces aux problèmes d'actions collectives émergeront pour certains biens plutôt que pour les autres.
6. La préférence pour les biens publics dépend du contexte.

Dans la mesure où les problèmes d'actions collectives ne peuvent être solutionnés que par des interventions extérieures, des systèmes de sanctions et/ou la conscience collective, il convient de se demander d'où ces solutions ont le plus de chance de provenir. Olivier de Sardan a fait grand cas du fait que les gens pouvaient trouver d'eux-mêmes les solutions à leurs problèmes sans faire beaucoup référence à l'histoire. Je ne voudrais pas nier qu'il puisse en être ainsi, et je serais ravi si nous pouvions trouver des cas où des solutions nouvelles et innovantes à des problèmes d'action collective ont été trouvées. Après tout, je ne suis pas particulièrement attaché au patriarcat, à la gérontocratie, à l'ethnicité ou aux croyances occultes. Toutefois, mon pressentiment est que bon nombre de solutions iront dans le sens des fibres (*will go with the grain*) des croyances, des habitudes, des institutions et des formes d'autorité en place depuis plusieurs générations. Il généralement moins coûteux, après tout, de moderniser quelque chose d'ancien plutôt que de le détruire et de repartir de zéro, mais cela reste à voir.

Avant de progresser dans mon propos, je dois faire remarquer qu'il existe une littérature fournie qui explore les forces et les faiblesses de l'application de modèles théoriques aux problèmes d'action collective. Des anthropologues critiques ont fait remarquer que les problèmes d'action collective sont inscrits dans des cultures sociales informelles et des champs politico-symboliques qu'il serait dangereux d'ignorer (Bardhan et Ray 2008; Harris 2003). Je suis personnellement assez bien disposé envers ces critiques. Comme nous le notions précédemment, les modèles de choix rationnels doivent généralement être modifiés de façon significative si l'on veut s'en servir pour expliquer et prédire les comportements réels. Cela dit, les modèles nous fournissent des outils puissants pour aborder un problème, canalisant nos observations, et suggérant le genre de questions que nous devrions poser.<sup>13</sup>

---

<sup>13</sup> Le travail sur le terrain devrait toujours, à mon humble avis, comprendre une période d'observation libre durant laquelle le chercheur est aussi ouvert que possible à toute tendance imprévue ; en fait, l'ouverture d'esprit est une attitude qui ne doit jamais être totalement abandonnée. Cependant, alors que la recherche progresse, un mélange de théorie préexistante, de pressentiments et d'intuitions dérivées de ces périodes d'observation libre, doit permettre de structurer l'observation d'une façon des plus en plus concentrée et systématique.

#### 4 La protection des forêts : tragédie des biens communs ou recherche de rente centralisée ?

Passons à un autre exemple : l'exploitation des forêts. Les ressources forestières en Afrique comme ailleurs sont souvent des ressources communes et peuvent de ce fait être victimes du problème de la tragédie des biens communs. Pour expliquer clairement les choses, les bénéfices individuels dans le jeu de tragédie des biens communs sont arrangés de telle sorte qu'ils produisent des « maux publics » (*public bads*). Considérons une forêt de 10 hectares et les 100 familles qui vivent alentour. Une production viable est optimisée si chaque famille ramasse 100 kg de bois de chauffage par an. Néanmoins, le fait que chaque foyer ne ramasse que cette quantité ne représente pas une stratégie de l'équilibre, puisque si une famille récolte 200 kg de bois les bénéfices de ces kilos supplémentaires seront annulés tandis que le coût (une récolte réduite l'année suivante) sera réparti entre les 99 autres familles. Soucieux de maximiser ses bénéfices individuels, chaque foyer aura tendance à trop récolter, et la forêt sera bientôt réduite à néant. Donc, si elles sont considérées comme une ressource commune et en faisant l'hypothèse que les individus sont soucieux de leurs propres profits, les ressources forestières ne seraient pas utilisées de façon viable. Il n'est donc pas surprenant que les communautés qui arrivent à utiliser des ressources de façon viable ont généralement mis au point des systèmes de sanction en cas de surexploitation. Ces sanctions peuvent parfois être appliquées par la communauté, parfois par l'État (dans bien des cas, l'État utilisera ce besoin d'appliquer des sanctions comme prétexte à la nationalisation de la ressource concernée). Si nous nous retrouvons dans cette dernière situation, le problème devient alors de fournir aux fonctionnaires les encouragements appropriés pour s'assurer qu'ils ne surexploiteront pas les ressources forestières pour leurs propres gains.

Giorgio Blundo a constaté, dans le cadre de ses travaux sur le terrain au Sénégal et au Niger, que certains fonctionnaires dans des départements d'exploitation des forêts privatisés *de facto*, participent en fait à la conservation de cette ressource naturelle.<sup>14</sup> La question est la suivante : quelles sont les différences entre le Sénégal et le Niger d'une part, et d'autres pays comme la Tanzanie où des indices prouvent que les fonctionnaires conspirent et participent au pillage de la forêt. Plusieurs raisons sont possibles selon moi. Une hypothèse est que, pour une raison ou pour une autre, les fonctionnaires mentionnés par Blundo ont internalisé l'idéologie conservacionniste (mais la question de savoir pourquoi cette idéologie n'est pas internalisée ailleurs par d'autres fonctionnaires reste posée). Une autre hypothèse est que les fonctionnaires considèrent la forêt comme une ressource nationale. Ce serait donc un sentiment nationaliste qui les pousserait à la préserver (cela semble peu probable). Une troisième hypothèse est que les fonctionnaires sont originaires des communautés qui vivent aux abords des forêts et qu'ils considèrent leur rôle comme étant de protéger les ressources de leur communauté (cela nécessiterait soit une forte conscience communautaire, soit un moyen pour la communauté de surveiller les officiels afin que ceux-ci résistent à la tentation d'agir de façon opportuniste et de permettre à cette communauté de s'intéresser aux questions de durabilité). Une dernière possibilité est que dans les cas décrits par Blundo, les départements d'exploitation des forêts ont été privatisés de façon non officielle au point que les fonctionnaires considèrent la forêt comme leur propre propriété privée ; un intérêt personnel

---

<sup>14</sup> Il convient de noter qu'il ne s'agit là que d'une seule des conclusions d'une étude riche et variée.



et rationnel les pousse donc à gérer ces ressources pour optimiser leurs gains à long terme. La façon la plus probable d'arriver à ce résultat est pour un haut fonctionnaire de prendre l'initiative en veillant à ce que les fonctionnaires qui dépendent de lui exploitent la forêt sans la surexploiter. Mais si je comprends bien Blundo, cela n'est pas le cas. Au contraire, il semble que ce soit des fonctionnaires locaux subalternes (mais faisant probablement encore partie d'une hiérarchie) qui aient pris l'initiative. Pour que ce dernier scénario peu probable ait du sens, et si aucun autre mécanisme n'opère, les fonctionnaires doivent s'attendre à ne pas être transférés dans une autre location dans un futur proche. Nous pouvons contraster cette situation avec celle qui existe en Tanzanie par exemple, où une privatisation *de facto* partielle et des mutations de personnel fréquentes ont laissé les droits de propriété en mal de définition. C'est une illustration classique de la tragédie des biens communs, une situation qui encourage les employés à adopter une vision à court terme et à consommer le plus possible avant que quelqu'un d'autre ne le fasse.

Nous pouvons comparer ce cas à l'un de ceux étudiés par le programme de recherche de l'APPP Affaires et politique, dans le cadre duquel nous avons trouvé que la corruption est généralement plus étendue en Asie du Sud-est qu'en Afrique à cause du phénomène de recherche de rente centralisée. En Indonésie par exemple, le président Suharto a permis à d'autres membres de son gouvernement et de sa famille de s'enrichir, alors que dans le même temps il disciplinait des subordonnés lorsque la recherche de rente menaçait de déstabiliser l'économie. Suharto semblait penser qu'il pourrait maximiser à la fois sa fortune personnelle et celle de son pays en encourageant la croissance économique. Grâce à un mécanisme de centralisation efficace, la privatisation *de facto* de l'État était compatible dans ce cas avec une gestion prudente et relativement responsable des ressources économiques. Ceci est en contraste avec la situation au Niger où la recherche de rente a été, de façon générale, décentralisée et compétitive, sans autorité centrale capable d'imposer une stratégie à long terme (Lewis 2007; McIntyre 2003).

Quels sont précisément les mécanismes en jeu ici ? L'explication semble constituée de trois éléments différents. Un premier élément est basé sur le postulat que la réussite d'une politique de développement implique la mise en place de limites à la recherche de rente, un deuxième élément est basé sur celui que la centralisation facilite cette limitation et un troisième élément, bien que cela soit peut-être contingent, sur le postulat que la présence d'une autorité centralisée favorise également cette limitation. La différence entre recherche de rente centralisée et recherche de rente décentralisée est comparable à la différence entre un propriétaire privé et une situation de ressources communes. Rien ne permet d'affirmer que le propriétaire privé va développer son bien à long terme, mais il a au moins un intérêt à ne pas le laisser se détériorer. Par contraste, dans une situation où les ressources sont communes, l'état de ces ressources a de grande chance d'être dégradé comme c'est presque toujours le cas dans une tragédie des biens communs.<sup>15</sup> C'est là que nous pouvons voir une analogie potentielle avec le cas décrit par Blundo. Le dilemme bien commun - ressources communes est résolu en privatisant (non officiellement) la ressource et en mettant en place des systèmes qui permettent l'exploitation à long terme de ces droits de propriété privée par ceux qui les possèdent.

---

<sup>15</sup> La théorie du « bandit stationnaire » d'Olson peut également fournir une explication (Olson 1993).

Si cela est vrai, l'intérêt personnel éclairé combiné avec des mécanismes de surveillance appropriés permet d'expliquer en grande partie les résultats positifs en matière de bien communs. Il est cependant utile de garder à l'esprit que la surveillance devient moins coûteuse dans les contextes où la fourniture de bien commun est soutenue par la moralité, l'idéologie, ou la conscience collective. Cela ne signifie pas que tous les membres d'un groupe ou d'une organisation doivent avoir internalisé une idéologie, mais seulement que certains, ceux qui peuvent influencer les autres, l'ont fait.

## 5 Autorité néo-traditionnelle, démocratie et régimes de sanctions

Un bon exemple d'idéologie du renforcement par la sanction peut être observé dans les zones urbaines au Malawi. Dans une étude récente, Diana Cammack, Edge Kanyongolo et Tam O'Neil ont constaté que dans certains quartiers, des chefs locaux (*'town chief'*) non ou néo-traditionnels réussissent relativement bien à fournir une gamme limitée de biens publics au sein de communautés urbaines diverses. Les auteurs font apparaître les trois mécanismes principaux qui expliquent leurs succès : tout d'abord la communauté est consciente d'avoir besoin de leurs services, vient ensuite un répertoire de sanctions concrètes que les chefs sont en droit d'appliquer à ceux qui ne coopèrent pas, enfin un troisième mécanisme est le transfert de la campagne à la ville d'un modèle reconnu d'autorité traditionnelle (Cammack, Kanyongolo et O'Neil 2009). Il serait intéressant de savoir si les chefs de village réussiraient à imposer des sanctions en l'absence de ce modèle. Néanmoins, ce modèle existe et il semble logique de penser qu'il rend la surveillance et l'application de sanctions plus faciles.

À d'autres endroits au Malawi, les conclusions sont moins positives. Elles parlent des peurs liées à la sorcellerie et renforcées par la migration rurale urbaine, d'érosion de la confiance et de destruction des régimes de sanctions par la démocratie multipartis. Les données sur la migration rurale urbaine concordent avec de nombreux résultats qui montrent que des communautés mixtes réussissent généralement moins bien à fournir des biens publics que les communautés homogènes, et que la confiance est plus rare entre étrangers qu'entre connaissances (Habyarimana et al. 2007; Miguel et Gugerty 2005; Serra 2009, 16). Les conclusions sur la sorcellerie sont intéressantes car elles suggèrent qu'un phénomène qui, historiquement, a eu des fonctions sociopolitiques positives, a produit des effets très largement négatifs une fois transposé dans un nouveau contexte. L'épidémie de sorcellerie au Malawi semble être à la fois une cause et un symptôme de l'échec de l'autorité. Il reste à savoir si la solution est d'essayer d'exploiter la sorcellerie, de l'éradiquer, ou d'enfermer les sorciers.

Les effets négatifs du multipartisme sont plus surprenants. Les données - qui concordent avec les résultats de l'étude de cadrage en Tanzanie (Kelsall 2009) - semblent montrer que les politiciens élus démocratiquement ont peur de sanctionner les électeurs pour leur absentéisme ou leur mauvaise conduite par crainte des effets négatifs lors des prochains scrutins. Ce phénomène est déconcertant car si les électeurs bénéficient d'un régime de sanctions fort, on s'attendrait plutôt à ce qu'ils pénalisent les politiciens qui n'appliquent pas les règles. La théorie du choix fournit ici un angle d'approche.

Pour des raisons qui seraient trop difficiles à expliquer ici, la plupart des systèmes politiques en Afrique sont clientélistes. Le clientélisme politique est caractérisé par des échanges

contingents entre les patrons (les politiciens) et les clients (les électeurs) (Kitschelt et Wilkinson 2007). Dans ces systèmes, il est rationnel pour les politiciens de se concentrer sur la fourniture de biens qui leur donnent le plus d'influence possible dans l'échange politiciens - électeur : c'est-à-dire les biens qui peuvent être attribués à certains et refusés à d'autres. Puisque par définition des biens publics ne peuvent être refusés à des individus ou même à des groupes, le politicien clientéliste sera moins incliné à les fournir. Il se concentrera plutôt sur la fourniture de biens privés ou de biens de club, souvent en passant par un intermédiaire, un courtier (Kitschelt et Wilkinson 2007).

Nous pouvons utiliser cette observation pour expliquer pourquoi, dans un pays comme la Tanzanie, les routes ne seront entretenues qu'à l'approche d'une élection. Dans les villages tanzaniens, les travaux importants d'entretiens des routes sont généralement la responsabilité du conseil départemental qui possède une niveleuse. Le conseiller de circonscription (*ward councillor*) fait le lien entre le village et le conseil. Il est difficile d'avoir accès à la niveleuse car la demande est très importante. Le conseiller efficace fera donc juste assez d'efforts pour s'assurer que sa circonscription aura juste assez accès à cette niveleuse pour s'assurer de sa réélection au prochain scrutin (il convient de noter qu'il y a plusieurs villages dans une circonscription). Obtenir la niveleuse permet au conseiller d'offrir à ses électeurs un avantage concret en échange de leur soutien politique. Si un village ne le soutient pas lors du scrutin, mais qu'il réussit quand même à se faire élire, il peut s'assurer que ce village n'aura pas accès à la niveleuse après l'élection.

Les travaux d'entretiens moins importants obéissent à une logique différente. C'est le chef du village (*village chairman*), lui aussi élu, qui en a la responsabilité. Pour lui l'entretien des routes n'est pas un bien de club ou un bien privé : c'est un bien public. Car il est impossible, une fois ces travaux effectués, d'empêcher certains électeurs de bénéficier d'une route bien entretenue. Puisqu'il ne peut pas menacer de retirer les bénéfices de l'entretien des routes aux villageois qui ne voteraient pas pour lui, il a avantage à fournir des biens qui lui permettent d'avoir plus d'influence : l'accès à des fonds détournés, des exonérations d'amendes, des interventions auprès d'autorités haut placées et ainsi de suite. Indépendamment de ce fait, l'entretien des routes est un exercice physique épuisant pour les électeurs qui pourraient lui en garder rancune. En public, un électeur peut déclarer qu'il veut un dirigeant fort qui va faire respecter les obligations de participation aux travaux d'entretien des routes ; mais dans l'intimité de l'isoloir, il est plus logique pour lui de choisir un politicien plus laxiste sous le régime duquel il sait qu'il pourra resquiller. Le problème vient du fait que même si le conseiller à intérêt à ce que les routes soient entretenues, il n'a aucune autorité directe sur le chef de village. Heureusement, tant qu'il peut blâmer les autorités du village, une route mal entretenue peut être tournée à l'avantage du conseiller : le village sera encore plus impatient de voir sa route nivelée quand viendra la prochaine élection.

Comme nous l'avons vu dans le cas du village A et du village B, la vraie vie est en fait plus complexe. Dans certains contextes, les encouragements dérivés de cette modélisation du système politique peuvent être soit neutralisés, soit totalement ineffectifs. Néanmoins, dévoiler la façon dont le système fonctionne si tous les acteurs agissent pour maximiser leurs propres gains nous permet de mieux comprendre ce qui se passe quand ils n'agissent pas de la sorte.

## 6 Explication de l'échec des institutions et possibilités de changement

Mon exemple dans la prochaine partie de cet article provient non pas d'Afrique mais d'Italie. Je l'inclus ici car il constitue une bonne illustration de la diversité des mécanismes sociaux qui peuvent être utilisés dans le cadre d'explications sociales, et aussi car son analyse peut aider à expliquer certains des comportements que nous observons au sein d'institutions publiques africaines. Il nous fournit également un angle d'approche de ce que j'ai appelé « aller dans le sens de la fibre » (*going with the grain*).

Dans sa contribution au livre d'Hedström et Swedberg, Diego Gambetta fournit une description de la performance sous optimale du système universitaire italien ainsi qu'une explication de sa résistance au changement. Il décrit comment le système d'attribution des postes et des promotions est dominé par des « barons » qui cherchent à récompenser leurs supporters loyaux plutôt que l'excellence académique (marchez dans les pas du professeur, étudiez ce qu'il veut étudier, évitez de critiquer son travail). Une rationalité élémentaire et dépourvue de principes (juste le désir brut d'arriver), encourage donc la soumission de la part des jeunes chercheurs. Cela est renforcé par trois autres mécanismes. Premièrement, un mécanisme d'auto sélection dans lequel ceux qui ont toutes les chances de faire carrière dans la profession sont d'une disposition docile. Deuxièmement, un mécanisme par lequel, étant donné qu'un comportement docile représente la norme, le moindre comportement indépendant, la moindre critique sont perçus comme excessivement menaçants. Enfin, un mécanisme par lequel ceux qui sont promus aux plus hautes positions sont ceux qui ont le mieux perfectionné leur capacité de flatterie, et qui sont passés maîtres dans cet art qui leur permet de manipuler les autres. Bien que certains des membres plus talentueux de la profession reconnaissent son injustice et son manque d'efficacité, les sentiments pénibles de dissonance cognitive sont soulagés par des justifications égocentriques. La stabilité d'un système sous optimal est ainsi maintenue (Gambetta 1989, 105-107).

Je soutiendrais que la description que fait Gambetta de ce système est en accord avec l'idée de « normes pratiques » avancée par Olivier de Sardan. Ce qu'il décrit, après tout, sont des règles sociales non-officielles. Cependant, là où l'approche de Gambetta marque, à mon sens, une avancée, c'est dans le fait qu'elle est claire dans sa description des macro-pressions qui affectent les micro-choix qui nourrissent à leur tour les macro-processus - les engrenages et les roues, en d'autres mots les mécanismes de causalité, qui font marcher l'institution.

Un des éléments intéressants du récit de Gambetta est qu'il nous aide à voir comment les mêmes mécanismes peuvent avoir différents effets dans différents contextes. Des mécanismes relativement similaires d'auto-renforcement sont à l'œuvre dans les universités britanniques mais avec des résultats inverses. Dans la plupart des universités britanniques les professeurs ont un excellent niveau académique, ils sont bien représentés au sein des comités de nomination et de promotion, ils nomment les candidats sur la base de leur mérite et non de leur loyauté. Les étudiants les plus brillants voient s'ouvrir à eux des opportunités et la soumission docile à un supérieur, si elle n'est pas condamnée sur le coup, ne les aidera pas à se faire beaucoup d'amis. Comme les séminaires universitaires, même sur des sujets délicats, sont le plus souvent ouverts, un collègue moins expérimenté qui couvrirait de louanges

imméritées l'article médiocre d'un de ses supérieurs serait probablement très mal perçu.<sup>16</sup> La différence entre les résultats essentiels au sein du système britannique et au sein du système italien ne peut donc être expliquée par la présence de mécanismes d'auto renforcement. Nous avons besoin de faire appel à une explication supplémentaire : un idéal dominant d'excellence académique, une norme ou une valeur qui agit dans ce cas, et pour employer la terminologie de Boudon, tel un mécanisme social. Il est clair que le contexte doit être compris avant que nous puissions apprécier l'importance des différents mécanismes et leurs effets probables.

Comment le système italien pourrait-il donc être rendu plus semblable au système britannique ? Je dois avouer que je n'ai pas la réponse, juste quelques suggestions. Gambetta note que l'attribution de budgets plus importants à la recherche a peu de chance de donner de bons résultats, du moins à court terme, puisque l'institution emploie tant de médiocres. Quelles sont les autres options ? Une solution serait de parachuter aux positions clé des individus dévoués à cet idéal d'excellence académique, qu'ils auraient acquis dans d'autres institutions - dans des universités étrangères par exemple. Néanmoins, ces individus auraient probablement à faire face à de fortes résistances et n'auraient de chances de réussir à changer la culture que si on leur donnait beaucoup de temps et qu'ils étaient assez nombreux pour former une masse critique. Une autre option est de soumettre l'institution à une surveillance extérieure bien plus poussée, mais le coût serait considérable et il ne serait pas sûr que les « surveillants » aient les compétences requises pour mener à bien cette tâche. Une autre solution serait d'essayer de prendre le problème à la racine et d'exposer les jeunes universitaires aux pratiques extérieures. Mais si la politique de promotion reste dominée par les « barons », il faudra attendre au moins une génération pour constater un changement. Des agences extérieures pourraient peut-être arracher le contrôle des promotions des mains des « barons » ? Malheureusement cela causerait sûrement beaucoup de ressentiments et un environnement difficile pour les non-conformistes nouvellement promus. En résumé, reformer une institution telle que celle-ci semble être une tâche très difficile et la tentation de créer une nouvelle institution en repartant de zéro est grande, malgré les coûts et les incertitudes liés à une telle entreprise.

Les lecteurs noteront qu'aucune de ces solutions, encore moins la dernière, ne va « dans le sens de la fibre » de la réalité sociale du système universitaire italien. Dans tous les cas la tentative de résolution du problème passe par l'émasculatation de ceux qui détiennent actuellement le pouvoir. Aller « dans le sens de la fibre » impliquerait une approche différente. Cela impliquerait de chercher une voie intermédiaire entre le désir d'excellence académique et le besoin de prestige des barons. Des honneurs particuliers, des prix pourraient-ils être attribués aux barons qui sont arrivés à sortir de leur torpeur et à publier des recherches reconnues à un niveau international ? Pourrait-on récompenser d'une façon ou d'une autre les barons qui auraient collaboré avec de jeunes universitaires dont l'excellence est reconnue internationalement, les encourageant ainsi à employer les diplômés les plus brillants et à veiller à leur promotion rapide ? Est-il irréaliste de penser que de telles solutions intermédiaires puissent être à l'origine d'une révolution tranquille des normes qui gouvernent la vie universitaire ?

---

<sup>16</sup> Une exception peut être faite si l'universitaire moins expérimenté présidait le séminaire, auquel cas on s'attend à un peu de flatterie.

À ce stade, je devrais probablement réfléchir aux implications qu'a cet exemple sur mon idée d'aller dans le sens de la fibre et la question de l'histoire. La situation telle que présentée par Gambetta, jusqu'à l'utilisation du terme « barons », suggère une similarité certaine avec les relations sociales féodales de type patron - client. Le système universitaire italien est-il une survivance d'une tradition féodale plus ancienne, même s'il s'est modernisé dans une certaine mesure ? Est-il plutôt une entité récemment créée qui a pris, presque involontairement, une forme féodale ? Je ne sais pas. Cela fait-il la moindre différence ? Je n'en suis pas sûr. Mon intuition est que même si un lien direct avec le féodalisme politique ne peut être établi, ces pratiques sont assez vieilles, assez ancrées, pour avoir acquis le pouvoir nécessaire à façonner non seulement les intérêts actuels des participants, mais aussi ce que Boudon appelle leurs « modèles cognitifs » (Boudon 1998). Pour ces raisons, il sera peut-être encore plus difficile de se débarrasser de ces pratiques.<sup>17</sup>

## 7 Mortalité maternelle et problème principal-agent

La mortalité maternelle est un problème sérieux en Afrique. Il était donc naturel d'en faire un centre d'intérêt particulier avec un nombre restreint d'autres questions épineuses au sein du programme de recherche de l'APPP sur la Gouvernance locale et dirigeants locaux. Mais les services qui réduisent cette mortalité ne sont, dans la plupart des cas, pas des biens publics au sens strict du terme. Le fait que les soins de santé de qualité supérieure sont dispensés par le secteur privé dans des pays comme les États-Unis montre que, dans certaines circonstances, des compagnies privées fournissent des services appropriés, recouvrant les coûts auprès des mères.<sup>18</sup> Les raisons pour lesquelles le secteur public ne fournit pas de tels services en Afrique sont la pauvreté et l'ignorance qui entraînent un manque de demande effective.<sup>19</sup> La plupart des États africains ont mis en place des organisations publiques pour combler le vide, mais peu fonctionnent correctement. Pour évaluer les raisons qui font que les organisations publiques ou privées réussissent ou échouent, le modèle le plus pertinent de la théorie des choix est peut-être le modèle principal-agent.

Dans le modèle principal-agent, l'individu qui agit est appelé agent et la partie qui subit les effets de cette action est appelé principal. Les situations principal-agent sont des jeux non-coopératifs puisque l'agent, toutes choses étant par ailleurs égales, va vouloir faire le moins d'efforts pour obtenir la récompense la plus grande, tandis que le principal cherchera à obtenir de lui le maximum d'efforts en échange de la récompense la plus petite. La question des ressources mise à part, les problèmes surviennent quand le principal n'a pas les moyens d'offrir des encouragements à l'agent (comme lorsque les futures mères ne peuvent ni sanctionner, ni récompenser, de quelques façons que ce soit, les professionnels de la santé). Les problèmes surviennent également lorsque le principal n'a pas les moyens de surveiller l'agent (comme lorsque les futures mères n'ont pas les connaissances nécessaires à

---

<sup>17</sup> Gambetta, prenant l'exemple de l'attitude des Siciliens envers la mafia, pense que les croyances socialement nuisibles qui sont soutenues par des intérêts particuliers peuvent en fait changer assez rapidement quand les relations de pouvoirs qui les sous-tendent sont fortement remises en question (dans ce cas par des entités extérieures). Il s'agit là d'une thèse intéressante qui mérite un examen plus approfondi (Gambetta 1998).

<sup>18</sup> Certains biens publics peuvent cependant contribuer à la solution : des campagnes d'information du grand public, des routes bien entretenues.

<sup>19</sup> Même dans les pays riches, les soins privés sont tellement cher qu'en l'absence d'assurances le marché pour les produits encombrants s'effondrerait.

l'évaluation de la qualité des soins fournis).<sup>20</sup> Dans le domaine de la santé, le problème de la connaissance, aussi connu sous le nom d'aléa moral ou problème de l'action cachée, lorsqu'il est combiné au problème de la sélection adverse (la possibilité que des principaux, mal informés, prennent de mauvaises décisions) est souvent si grave que, même dans les pays riches, la responsabilité de la surveillance des agents est généralement transférée à une tierce partie, un « super principal », comme une hiérarchie bureaucratique, une association professionnelle ou un organisme régulateur (Leonard 2000). Les « supers principaux » étant eux-mêmes des agents de la société, une entité abstraite, sont soumis à leurs propres problèmes de surveillance et de motivation (en d'autres termes, qui surveille les surveillants).

Du point de vue de la théorie des choix, le problème de base est de trouver comment encourager les agents de façon à réorganiser les bénéfices et à aligner les intérêts des principaux et des agents. Des variables aussi différentes que l'obligation redditionnelle, les mécanismes de recrutement et les mécanismes disciplinaires, les mécanismes de surveillance, les récompenses financières, les normes professionnelles, la pression des pairs, le dévouement à une cause, les affinités sociales, peuvent participer à la structuration des encouragements. Ces variables peuvent dépendre à leur tour de caractéristiques environnementales aussi variées que la présence ou l'absence de marchés (et de leur mode de fonctionnement), des budgets financiers, du degré de décentralisation, de parcours de carrière, de l'existence d'associations professionnelles, des serments professionnels, des comités de surveillance, des réseaux sociaux informels, des croyances au sujet de la santé, et cetera...

Pour entretenir le débat, nous pouvons peut-être trouver, dans notre recherche de cadrage sur la santé maternelle, que la mortalité est la plus faible quand les professionnels de la santé (et les personnels connexes comme les mécaniciens travaillant sur les ambulances) ne sont pas motivés uniquement par des récompenses et des sanctions d'ordre financier ou disciplinaire, mais par un fort dévouement normatif envers les patients.<sup>21</sup> Nous pourrions également trouver que ces mesures d'encouragement donnent de meilleurs résultats dans les contextes où les hôpitaux locaux peuvent attribuer les ressources et embaucher leur personnels de façon autonome ; où les cadres supérieurs sont originaires de la communauté concernée ; où les employées et les patients s'associent au sein de réseaux sociaux formels ou informels ; où des mesures sont prises afin de reproduire *un esprit de corps*<sup>22</sup> ; où il n'existe pas de tabous sociaux contre les naissances à l'hôpital ; et où d'autres caractéristiques sont présentes dont aucun d'entre nous n'aurait pu prévoir l'existence, mais que notre étude de cadrage a révélées.<sup>23</sup>

Supposons pour un instant que nos conclusions correspondent aux conjectures ci-dessus. Que devons-nous donc faire ensuite ?

---

<sup>20</sup> Une future mère peut donner un cadeau à un professionnel de la santé pour attirer son attention, mais elle ne peut pas avoir la certitude que cette personne fera de son mieux pour établir son diagnostic.

<sup>21</sup> Je suis bien sûr prêt à accepter que nous pourrions trouver que certains encouragements de ce type ne sont pas importants, et/ou que d'autres types d'encouragements le sont.

<sup>22</sup> (*NDLT en français dans le texte.*)

<sup>23</sup> Les travaux de Leonard sur les services de santé en Afrique suggèrent d'autres facteurs qui fournissent des pistes intéressantes (Leonard 2000).

## 8 Vers la conception d'une recherche comparative

Depuis le début, l'intention de l'APPP a été de produire des théories de portée intermédiaire sur les facteurs déterminant la meilleure ou la plus mauvaise fourniture de biens publics. Pour concevoir une telle théorie de portée intermédiaire, il faut, après avoir saisi les complexités de la vie sociale, que nous arrivions à les réduire à quelques variables clé (une réduction qui, bien sûr, devra être plausible) (Booth 2008; Kelsall 2008c). Comment pourrions-nous commencer à faire ceci dans le cadre de notre thème de recherche Gouvernance locale et dirigeants locaux par exemple ?

Supposons, encore une fois pour alimenter le débat, que nos chercheurs spécialistes de la santé maternelle, étant revenus de leur étude sur le terrain avec de nombreuses données, et ayant pensé à ces données en termes de mécanismes sociaux, aient estimé que les problèmes de type principal-agent étaient le plus souvent résolus quand, parmi toutes les variables mentionnées ci-dessus, les hôpitaux locaux procédaient aux embauches de façon autonome et quand les cadres supérieurs étaient originaires de la communauté concernée. Supposons que nous ayons trouvé que des facteurs similaires jouent un rôle important dans l'histoire de notre cas sur les installations sanitaires et la sûreté locale. Si nous avons trouvé cela, il nous appartiendrait de concevoir une analyse des cas multiples dans laquelle nous examinerions au moins quatre cas qui épuiserait toutes les combinaisons possibles de ces variables : (on-on; off-off; off-on; on-off),<sup>24</sup> nous permettant de découvrir si ces variables arrangées selon différentes combinaisons sont, ou non, nécessaires ou suffisantes pour une meilleure fourniture de biens publics. Nous aurions ainsi les bases d'une théorie sur les relations entre les mécanismes de production des biens publics et des variables structuro-institutionnelles. Cette démarche fournirait aux responsables politiques un point d'entrée utile, basé sur une théorie et des preuves, pour aborder les problèmes d'autorité locale.

Plus tôt dans l'année, Olivier de Sardan a écrit un autre article qui décrit les huit différents modes de gouvernance locale en Afrique de l'Ouest (Oliver de Sardan 2009). Cet article est un inventaire très utile qui a mis en évidence le fait que différents bien publics, ou aspects de la fourniture de ces biens publics, sont fournis par différents acteurs et combinaisons d'acteurs à différents endroits. Il fournit également une liste très complète de variables potentiellement explicatives : l'efficacité des conseils municipaux, par exemple, pourrait être affectée par 14 variables différentes comprenant, entre autres, « la personnalité du responsable », « les réseaux sociaux et politique », « la présence de mouvements sociaux » et « la nature de l'opposition » (Olivier de Sardan 2009, 7). Suite à ce travail, nous nous sommes accordés à dédier encore neuf mois de recherche à l'exploration des variables de causalités, sur des sites caractérisés par diverses combinaisons de certains de ces modes de gouvernance. L'intention est de capturer une large gamme de performance dans la fourniture des biens publics et d'identifier les variables qui en sont les causes.

Ce qui émerge de la typologie d'Olivier de Sardan est le genre d'information dont nous avons besoin pour élaborer des hypothèses causales et une analyse des cas multiples. Après les travaux sur le terrain réalisés cette année, j'espère que nous allons avoir des indications

---

<sup>24</sup> S'il y a trois variables, nous avons besoin de huit cas ; s'il y a quatre variables, nous avons besoin de 16 cas et ainsi de suite.



générales sur la façon dont les diverses variables sont liées pratiquement. De là, nous devons commencer à agréger et à réduire.<sup>25</sup> Nous devons essayer, autant que faire se peut, de regrouper les variables idiographiques sous la bannière de variables plus générales.

Pour autant que je puisse le constater, il n'y a pas beaucoup de données dans la littérature de référence ou dans les résultats initiaux des travaux sur le terrain, pour suggérer qu'une *combinaison des modes de gouvernance* est en elle-même un élément moteur essentiel pour une meilleure ou une plus mauvaise fourniture de biens publics. D'un côté, les éléments moteurs me semblent être plus généraux : des mécanismes particuliers semblables aux jeux (jeux de la resquille, tragédie des biens communs, problème principal-agent, etc., de même, peut-être que ce que Olivier de Sardan appelle les « logiques ») ; et, de l'autre côté plus structuro-institutionnels (l'histoire des changements institutionnels, les degrés d'autonomie, les affinités sociales, etc.).<sup>26</sup> En d'autres termes, sauf si nous obtenons, à la fin de la phase actuelle de recherche sur la Gouvernance locale (février 2010), un fort soutien *prima facie* de l'idée que les combinaisons des modes de gouvernance font partie des mécanismes de causalités essentiels à l'explication des meilleures et des plus mauvaises fournitures de biens publics, il semble absurde de choisir des cas pour de futures recherches sur cette base. Une connaissance préalable des mécanismes de la théorie des jeux modifiés par des aspects sociaux nous aidera, je crois, à déterminer quelles sont les variables les plus appropriées, et à comprendre également comment des variables différentes en apparence, remplissent une fonction similaire dans le façonnage des mécanismes pour produire les meilleurs ou les plus mauvais résultats en terme de développement.

## Références

- APPP (2007) 'Power and Politics in Africa: Discovering Institutions that Work for Poor People: A Five-year Programme of Research and Policy Development (2007-2012)'. London: Africa Power and Politics Programme, mimeo.
- Bardhan, Pranab, et Isha Ray (2008) 'Economists, Anthropologists, and the Contested Commons' in P. Bardhan et I. Ray (eds.) *The Contested Commons: Conversations Between Economists and Anthropologists*. Oxford: Blackwell Publishing.
- Binmore, Ken (2007) *Game Theory: A Very Short Introduction*. Oxford: Oxford University Press.
- Booth, David (2008) *A Research Design Fit for Purpose*. Discussion Paper 3. London: Africa Power and Politics Programme.
- (2009) *Elites, Governance and the Public Interest in Africa: Working with the Grain?* Discussion Paper 6. London: Africa, Power and Politics Programme.
- Boudon, Raymond (1998) 'Social Mechanisms Without Black Boxes' in Hedström et Swedberg.
- Cammack, Diana, Edge Kanyongolo et Tam O' Neil (2009) '*Town Chiefs*' in Malawi. Working Paper 3. London: Africa Power and Politics Programme.
- Ferme, Mariane (2001) *The Underneath of Things: Violence, History and the Everyday in Sierra Leone*. Berkeley, CA: University of California Press.

---

<sup>25</sup> Avec 14 variables, une analyse des cas multiple nécessiterait 16 384 cas.

<sup>26</sup> La typologie d'Olivier de Sardan (2009) inclut des variables de cette nature, et d'autres encore.

- Gambetta, Diego (1998) 'Concatenations of Mechanisms' in Hedström et Swedberg.
- George, Alexander L., et Andrew Bennett (2005) *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Gerring, John (2007) *Case Study Research: Principles and Practices*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Goffman, Erving (1959) *The Presentation of Self in Everyday Life*. London: Penguin.
- Habyarimana, James; Macartan Humphreys; Daniel N. Posner, et Jeremy M. Weinstein (2007) 'Why Does Ethnic Diversity Undermine Public Goods Provision?' *American Political Science Review* 101 (4): 709-725.
- Harriss, John (2003) 'Contextualising the Commons: A Note on the Study of Culture, Power and Institutions' [online]. Available at <http://eprints.lse.ac.uk/archive/00000485>.
- Hedström, Peter, et Richard Swedberg (1998a) 'Social Mechanisms: An Introductory Essay' in Hedström et Swedberg.
- Hedstrom, Peter, et Richard Swedberg (eds.) (1998b) *Social Mechanisms: An Analytical Approach to Social Theory*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Iiffe, John (2005) *Honour in African History*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kelsall, Tim (2003) 'Rituals of Verification: Indigenous and Imported Accountability in Northern Tanzania', *Africa* 73 (2):174-201.
- Kelsall, Tim (2004) *Contentious Politics, Local Governance, and the Self: A Tanzanian Case Study*. Research Report 129. Uppsala: Nordic African Institute.
- (2008a) *Going with the Grain in African Development?* Discussion Paper 1. London Africa, Power and Politics Programme.
- (2008b) *Going with the Grain in African Development?* *Development Policy Review* 26 (6):627-655.
- (2008c) 'Public Goods, Collective Action and Case Study Design: A Think-piece Using Tanzanian Materials for the Local Leadership Strand of APPP'. Phnom Penh: Africa Power and Politics Programme.
- (2009) 'Scoping Visit to Arusha Region, a Fieldwork Report by Tim Kelsall'. Phnom Penh: Africa Power and Politics Programme.
- Kelsall, Tim; Siri Lange; Simeon Mesaki, et Max Mmuya (2005) 'Understanding Patterns of Accountability in Tanzania: Component Two: The Bottom-up Perspective'. Oxford: Oxford Policy Management for DFID-Tanzania.
- Kitschelt, Herbert, et Steven I. Wilkinson (eds.) (2007) *Patrons, Clients, and Policies: Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Leonard, David (ed.) (2000) *Africa's Changing Markets for Health and Veterinary Services*. London: Macmillan.
- Lewis, Peter M. (2007) *Growing Apart: Oil, Politics, and Economic Change in Indonesia and Nigeria*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press.
- McIntyre, Andrew (2003) 'Institutions and the Political Economy of Corruption in Developing Countries'. Discussion Paper. Workshop on Corruption, Stanford University, January 31-Feb 1.
- Miguel, Edward, et Mary Kay Gugerty (2005) 'Ethnic Diversity, Social Sanctions, and Public Goods in Kenya', *Journal of Public Economics* 89: 2325-2368.
- O'Brien, Donal Cruise (1991) 'The Show of State in a Neo-colonial Twilight: Francophone Africa' in James Manor (ed.) *Rethinking Third World Politics*. London: Longman.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre (2008) *A la recherche des normes pratiques de la gouvernance réelle en Afrique*. Discussion Paper 5. London: Africa Power and Politics Programme.

- (2009) *The Eight Modes of Local Governance in West Africa*. Working Paper 4. London: Africa Power and Politics Programme.
- Olson, Mancur (1993) 'Dictatorship, Democracy, and Development', *American Political Science Review* 87 (3): 567-576.
- Ostrom, Elinor (1990) *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge: Cambridge University Press.
- (2005) *Understanding Institutional Diversity*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Scott, James C. (1990) *Domination et the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Serra, Renata (2009) 'Social Capital and Economic Development: Where Are We?'. University of Florida, Gainesville, mimeo.
- Shaw, Rosalind (2000) "'Tok Af, Lef Af": A Political Economy of Temne Techniques of Secrecy and Self' in Ivan Karp et D. A. Masolo (eds.) *African Philosophy as Cultural Inquiry*. Bloomington, IN: Indiana University Press.